

Les premiers mots d'Alexandre Benalla à la rédaction du Monde après le déclenchement de l'"affaire d'Etat"



L'ancien chargé de mission de l'Elysée, au coeur de la polémique liée à la vidéo des incidents de la place de la Contrescarpe lors du 1er mai, s'est confié à la rédaction du Monde dans un entretien exclusif. Son avocat avait indiqué cette semaine que son client allait s'exprimer de manière imminente.

Après les premiers mots du président de la République, mardi soir, et la nouvelle évocation de l'affaire par le chef de l'Etat devant des journalistes, mercredi soir, l'homme au coeur du scandale qui a ébranlé l'image d'Emmanuel Macron vient enfin de réagir. Alexandre Benalla a accordé un entretien exclusif à la rédaction du *Monde*, qui vient d'être dévoilé ce jeudi matin.

L'entretien entre les journalistes du *Monde* et Alexandre Benalla s'est déroulé mercredi 25 juillet, au domicile de Marc Francelet, un communicant, un ancien journaliste reconverti dans les affaires.

Alexandre Benalla est revenu sur le sentiment de "trahison" vécu par le président de la République lors de la découverte des images et de l'affaire concernant son chargé de mission molestant des manifestants en marge des mobilisations syndicales pour le 1er mai.

"Ce sont des déclarations que je comprends.(...) C'est quelqu'un qui avait – et qui a toujours, je pense – confiance en moi, dans mon action au quotidien. Mais au vu de ce que cette histoire a déclenché, je ne vois pas quels autres termes il aurait pu employer pour qualifier la situation. Donc forcément qu'il y a de la déception, forcément qu'il doit y avoir un sentiment de trahison..."

Alexandre Benalla reconnaît son erreur et son comportement inapproprié lors de la manifestation. Il était présent ce jour-là avec uniquement un rôle d'observateur. Il n'était pas habilité à intervenir.

"Moi, je n'ai pas le sentiment d'avoir trahi le président de la République, j'ai le sentiment d'avoir fait une grosse bêtise. Et d'avoir commis une faute. Mais cette faute, elle est plus d'un point de vue politique : je n'aurais jamais dû aller sur cette manifestation en tant qu'observateur, puis j'aurais, peut-être, dû rester en retrait".

L'ancien chargé de mission de l'Elysée évoque son implication et l'origine de sa collaboration aux côtés d'Emmanuel Macron. Il a également indiqué qu'il avait les compétences pour cela, l'ayant apprise "sur le terrain, au Parti socialiste, dont j'ai été membre du service d'ordre de 2009 à 2012, avec Eric Plumer [chef du service d'ordre de l'époque], qui m'a formé et tout appris... J'ai fait la campagne de Hollande" :

"Au départ, à l'été 2016, un copain m'appelle et me dit : « Alexandre, Emmanuel Macron va sans doute se lancer dans la bataille pour la présidentielle. » On est à une période, après sa démission le 30 août, où le gouvernement lui refuse de pouvoir conserver ses officiers de sécurité. Or, c'est une personnalité quand même exposée. Progressivement, je m'oriente vers de nouvelles fonctions :

directeur de la sûreté et de la sécurité du mouvement En marche ! Il y a les premiers meetings à monter, Strasbourg, Le Mans... En fait, mes fonctions, c'est de l'organisation pure et simple, car les gens d'En marche ! sont inexpérimentés. [...] Macron est quelqu'un de très facile d'accès, qui a un charisme. Avec lui, vous êtes à l'aise tout de suite. J'ai rencontré pas mal de « bêtes » politiques, mais chez lui, il y a quelque chose de plus qui se dégage. Je l'ai toujours vouvoyé, il est président de la République, pas de familiarité entre lui et moi. Après, lui, il peut donner du "tu", du "vous", ça dépend de la situation, mais moi, je l'ai toujours vouvoyé [...] En fait, tout à l'Elysée est basé sur ce que l'on peut vous prêter en termes de proximité avec le chef de l'Etat. Est-ce qu'il vous a fait un sourire, appelé par votre prénom, etc. C'est un phénomène de cour".

Alexandre Benalla indique dans cet entretien qu'il a eu l'idée du Louvre pour l'intronisation du président de la République. Il a également précisé les conditions dans lesquelles son rôle a été déterminé auprès du chef de l'Etat :

"Le soir de la passation, Patrick Strzoda [directeur de cabinet du président] vient me trouver et me dit : "Le chef m'a expliqué que vous étiez un mec bien, j'ai quelque chose à vous proposer, faudra qu'on se voie dans les jours à venir..." Et je m'installe à la chefferie de cabinet, au 1er étage. Strzoda me convoque quelques jours après, me dit : "Vous avez un profil sécurité, on m'a dit que vous étiez un génie de l'organisation, je vous vois bien à la chefferie de cabinet, ça vous va ?" Et j'entre donc officiellement avec le titre de "chargé de mission auprès du chef de cabinet du président de la République".

Alexandre Benalla a dévoilé son salaire (6 000 euros) dans cet entretien au *Monde*. Les journalistes du quotidien du soir l'ont également interrogé sur le matériel de police qu'il détenait le 1er mai et sur les images de vidéoprotection qu'il a obtenu auprès de trois membres des forces de l'ordre, qui ont depuis été mis à pied.

Il a également tenu à préciser le cadre de sa mission au quotidien auprès d'Emmanuel Macron.

"je dois m'occuper des affaires privées du président de la République, parce qu'il a une vie à côté de ses fonctions, avec Brigitte Macron, celle d'un Français normal. Il va au théâtre, au restaurant, part en vacances... Je suis toujours présent, avec le groupement de sécurité de la présidence de la République (GSPR) et le service privé du président".

Alexandre Benalla a indiqué que la carte d'accès à l'hémicycle de l'Assemblée nationale lui permettait d'accéder à la salle de sport de l'Assemblée. Son logement de fonction était un appartement de "80 mètres carrés, pas 300 comme ça a été dit".

Il est également revenu sur la polémique sur son habilitation secret-défense :

"On a accès à des informations sensibles quand on approche le président. J'ai eu droit à une enquête très poussée de la DGSI, j'ai une habilitation secret-défense, mais je n'ai pas les codes nucléaires ! Les plans de l'Elysée, c'est classifié, les notes de services le sont, et je produis des documents qui sont classifiés, notamment la future direction de la sécurité de la présidence de la République (DSPP), à la conception de laquelle j'ai participé. Au cabinet, tout le monde est habilité."

Alexandre Benalla évoque les ressorts de toute cette affaire qui vise à atteindre le président de la République à travers lui.

"on a essayé de m'atteindre, de me « tuer », et c'était l'opportunité aussi d'atteindre le président de la République. Les faits, je les assume, je ne suis pas dans la théorie du complot, c'est la réalité. Sur ce qui s'est passé après, je suis beaucoup plus réservé. Il y avait en premier une volonté d'atteindre le président de la République, c'est sûr et certain. Et je suis le maillon faible, je le reconnais. Et en même temps, il y a énormément de gens qui se frottent les mains en se disant "ça y est, on s'est débarrassé de lui, il ne va plus nous emmerder, c'est fini". Les gens qui ont sorti cette information sont d'un niveau important".

L'ancien chargé de mission de l'Elysée au coeur de la tempête médiatique depuis la diffusion de la vidéo a donc enfin décidé de livrer SA vérité. Les commissions d'enquête et les auditions se poursuivent toujours au Sénat.